

1117

**RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN
DURABLE - 2003**

**« LE DEVELOPPEMENT LOCAL DURABLE DANS LA
PERSPECTIVE D'UNE APPROCHE
MULTIDONNATEUR : L'EXEMPLE DE LA REGION
DE TAMBACOUNDA »**

Par Aboubakry BA
Juriste – Consultant

PNUD. Avril. 2004

INTRODUCTION

La prise en charge du développement locale par les acteurs locaux semble s'inscrire dans les choix stratégiques de développement globale et durable des décideurs politiques sénégalais depuis l'indépendance.

Ce long processus de responsabilisation et de renforcement du pouvoir des instances locales de décisions se trouve aujourd'hui consacré par la loi N°96-07 du 22 Mars 1996, portant code des collectivités locales.

Entrée en vigueur en 1997, cette loi inaugure une phase plus active de la décentralisation avec des compétences accrues des collectivités locales notamment dans des domaines liés au développement durable.

Ces compétences transférées sont :

- La gestion et l'utilisation du domaine privé de l'état ,du domaine public et du domaine national.
- L'environnement et la Gestion des ressources nationales ;
- La santé, la population et l'action sociale
- La jeunesse, les sports et les loisirs
- La culture
- L'éducation, l'alphabétisation, la promotion des langues nationale et la formation professionnelle.
- La planification
- L'aménagement du territoire
- L'Urbanisme et l'Habitat

Par ailleurs, cette loi favorise également le développement de la coopération décentralisée qui permet aux collectivités de diversifier leurs partenaires et / ou donateurs, de multiplier ainsi leurs sources de financement, et de nouer des liens divers et multiformes avec d'autres institutions.

La présente étude est un essai d'analyse de l'impact réel ou potentiel de cette approche dite « multidonateur » dans le développement local de la région de Tambacounda .

Après une brève présentation des spécificités socio-économiques de la région, nous allons tenter de renseigner sur la situation de la gouvernance locale ,en mettant l'accent sur la rôle et l'attitude des acteurs locaux face aux objectifs de développement et sue le fonctionnement des mécanismes mis en place.

Ensuite cette étude va essayer de tirer les leçon de l'exercice Cotamba dans le développement de la région.

I/ LES SPECIFICITES SOCIO - ECONOMIQUES DE LA REGION

1 – 1 * Contrastes et paradoxes d'une région :

Située dans la partie Est du Sénégal, la région de Tambacounda est d'abord et avant tout une terre de contrastes et de paradoxes.

Physiquement, la région présente, de l'entrée aux confins du Boundou ou des frontières avec le Mali ou la Guinée une succession de paysages : de forêts, de savanes et de collines.

Zones d'émigration, Tambacounda est également une terre d'immigration, c'est à dire d'accueil et de passage . Du fait de sa situation géographique la région est traversée par d'importants flux migratoires (frontière avec le Mali, la Guinée, la Mauritanie et la Gambie), composés notamment de transhumants, de réfugiés et d'autres travailleurs saisonniers.

Sur le plan démographique, cependant, la région de Tamba constitue avec Dakar les deux extrêmes, d'une répartition spatiale très inégale de la population.

Alors qu'elle connaît une faible densité (9 hbts/km²). Tamba est la région la plus vaste du pays avec 30, 3 % du territoire national, elle s'étend sur une superficie de 59.602 km².

En fin Tamba est une des régions les plus pauvres du Sénégal alors qu'elle regorge de richesses et de potentialités, dans les domaines, minier, agricole et touristique.

De ces contrastes et paradoxes, procède d'ailleurs une situation socio-économique particulière qui présente des atouts certains mais dont le développement est bloqué par des contraintes assez lourdes.

I-2 Atouts et Contraintes de développement

Situation des Secteurs Productifs :

-L'agriculture et l'élevage

La région de Tamba est une région essentiellement agricole.

Outre le fait que la population est à plus de 80 % rurale, la région bénéficie d'une pluviométrie abondante, et un climat qui lui donne des atouts intéressants en matière d'agriculture.

En effet, la conjugaison de climats de types Soudano-Sahélien et Soudano-Guinée confère à la région de Tamba, des écosystèmes diversifiées, et un environnement écologique généralement favorable au développement de l'agriculture et de l'élevage.

Ainsi la région recèle des ressources agricoles importantes et compte environ 2.092000 ha de terres aptes à l'agriculture pluviale.

Tamba regorge aussi d'importantes ressources en eau de surface et en eau souterraine, conditions propices à une diversification de l'agriculture.

Cependant, malgré ces avantages naturels, l'agriculture de la région connaît un développement laborieux, le secteur est handicapé aussi bien par le mode de production ou d'exploitation qui par la qualité des moyens humains et matériels.

Le secteur de l'élevage ne produit pas non plus les résultats satisfaisants, s'il est vrai qu'une grande partie de la région est infecté par la mouche Tze-Tzé qui empêche le développement de différentes races notamment chez les bovins et caprins.

Il est tout aussi vrai que le couvert végétal dont dispose la région est un des plus important du Pays et permet de nourrir des millions de tête de bétail.. C'est ce qui explique d'ailleurs qu'en période de transhumance, la région est envahie par des pâturages.

La transhumance qui constitue d'ailleurs la principale source de conflits dans la région est au centre des préoccupations des autorités régionales et nationales en matière de sécurité.

Ainsi le secteur présente des atouts importants qui ne demandent qu'à être expliqués. Le développement de la recherche sur la race « Ndama » et les possibilités de croisement avec d'autres races pour accroître leur résistance pourrait faire de la région un important pôle de production de lait, viande et autres produits dérivés.

- **La Foresterie et l'hydraulique**

Le couvert végétal de la région est abondant et varié compte tenu des conditions écologiques favorables à son développement mais également de la diversité des écosystèmes.

La région constitue la réserve de bois la plus importante du pays avec d'importantes surfaces de forêts notamment dans le département de Kédougou. Elle recèle également de variété très intéressantes pour le bois de chauffe domestique : la quasi totalité de la production nationale de charbon de bois provient de la région. Mais aussi certaines espèce servent à la transformation artisanale ou industrielle. Le fourrage s'étale à perte de vue mais est très peu exploité d'une part du fait du peu d'intérêt commercial qu'on lui accorde et

d'autre part à cause des distances et de l'état défectueux des routes qui décourage les initiatives dans ce secteurs.

- **Le réseau hydrographique régionale est assez dense.**

La région est traversée par deux fleuves, le Sénégal et la Gambie et leurs affluent tel que la Falémé. A part le fleuve Sénégal dont le cours d'eau est régulé par deux barrages (Ndiama et Manantali), les autres cours d'eau sont dépourvus d'ouvrages de retenue, ce qui rend leur régime fortement tributaire de la pluviométrie.

La région dispose ainsi d'importantes ressources en eaux de surface 30 milliards de m³ environ par an.

Les eaux souterraines sont aussi très importantes en volume, elles se composent des eaux de la nappe phréatique (peu profonde) et celles de la nappe profonde ou du mastrichtien.

Là également, le rendement ou la rentabilité économique de ces deux secteurs est très en deçà des possibilités qu'ils offrent.

Il n'existe pas de scierie performante capable d'exploiter de manière rationnelle et optimale les potentialités qu'offrent la région pour le bois.

Pour ce qui est de l'important réseau hydrographique, il sert pour l'essentiel au captage des eau pour les besoins quotidiens des populations (pompes , forages etc. ;).

- **Les Mines et l'Industrie**

La région recèle d'importants gisements miniers localisés essentiellement dans le socle ancien qui couvre environ 3100 km².

Il s'agit essentiellement du fer et de l'or de Sabodala.

Mais le secteur est très peu développé et n'attire qu'un très faible taux d'investissement.

L'état comme la région semble avoir de la peine à faire décaler ces deux exploitations de fer et d'or pour doper les autres secteurs d'activités dans la région.

Les acteurs du développement locale ont bien compris tout l'intérêt que la région pourrait tirer du développement du secteur des mines.

C'est pourquoi ils ont inscrits dans le PRDI plusieurs objectifs stratégiques allant dans ce sens. On peut citer entre autres objectifs :

- Le renforcement des capacités d'organisation des orpailleurs avec le recensement des structures existantes, la mise sur place d'un comptoir d'achat.
- Le développement de petites unités artisanales :
 - Le développement de l'apprentissage et la formation.
 - La promotion et la mise en place de mutuelles d'épargne et de crédit :

- **Quant au Secteur industriel :**

Il est pauvre, seule la Sodefitec qui d'ailleurs est dans une phase difficile du fait de la chute de la production et de la concurrence étrangère, tente de tirer le secteur.

Dans ce domaine, la région semble payer le prix de son enclavement (éloignement des ports maritimes et des aéroports).

Et surtout de l'inexistence de moyens de communications efficaces. Les routes sont impraticables (sauf Tamba - Bakel et Tamba - Kédougou). Il n'y a pas de port fluvial pour suppléer le défaut de port maritime ; et le chemin de fer obsolète ,ne répond plus aux critères de sécurité et de rapidité exigés pour des investissements dans le secteur.

- **l'Artisanat et le Tourisme :**

La production artisanale est relativement importante, elle va de la sculpture du bois à la teinture. Les organisations des femmes investissent progressivement le secteur. Mais le principale problème est la difficulté d'écouler les produits.

Le marché local est quasi inexistant et au niveau national Tamba subit la concurrence des autres régions et surtout de pays limitrophes.

Les objectifs spécifiques pour aider le secteur à travers le programme de développement intégré met l'accent sur deux aspects principaux :

- La formation et le renforcement des capacités institutionnelles des centres de formation. (Missirah et Koussanar)
- La promotion et la création de centrales d'achats des artisans.

-**Au plan Touristique**, malgré son potentiel énorme, la destination Tamba est très peu courue, comparativement à sa sœur , la région naturelle de Casamance. Au même moment la petite côte à Mbour, qui réalise un taux de fréquentation très élevé est loin de présenter toutes les facettes touristiques qu'offre Tamba.

Le Parc Niokolo Koba est l'une des plus grandes réserves de faune et de flore de la sous-région : du fait de son écosystème varié et de l'étendu de son territoire, la

région offre par ailleurs les sites touristiques très intéressants (chutes de dinde felo etc...)

Là également le secteur souffre du lancinant problème d'enclavement et d'un déficit de politiques commerciale et marketing pour vendre la destination Tambacounda.

Il faut cependant noter que cette politique a besoin des préalables qui semblent par ailleurs être bien compris par les secteurs locaux qui les ont inscrits en priorités dans le PRDI.

Ces préalables sont déclinés dans le plan régionale à travers les actions suivantes :

- Faciliter l'accès aux sites touristiques par un réseau routier et des liaisons aérienne.
- Développer un politique de communication sur les « opportunités touristiques de la région » avec un site Web, des dépliants.
- La Participation régulière de la région aux manifestations nationales et internationales sur la promotion du tourisme.
- Accroître les établissements et les capacités d'accueil.
- Identifier les sites potentiels.
- Sensibiliser les populations et les organiser en comité de gestion.

1 – 2 . SITUATION DES SECTEURS SOCIAUX

• L'EDUCATION

Les problèmes liés à l'éducation en générale se pose dans la région d'abord en terme d'accès. L'étendu du territoire régional, et la dispersion des lieux d'installation des populations constitue un handicap sérieux à la scolarisation des enfants de la région. En effet, l'accès à l'éducation préscolaire reste très faible, elle n'était que de 1,5 % en 2000 – 2001. La région ne comptait que 15 structures fonctionnelles pour accueillir une population scolarisable estimée à 60.844 en 2000.

Cependant un effort important est accompli avec la construction en cours de 14 cases des tout-petits.

Dans l'élémentaire, le problème de l'accessibilité pose toujours problème, mais des stratégies développés par les différents acteurs et les partenaires ont permis de juguler le phénomène.

Outre des actions de mobilisation et de sensibilisation sociale, les programmes cantines scolaires ,jardins scolaires... du PAM et l'UNICEF ont aider à fixer les élèves.

Ainsi de 34,75 % en 1995, le taux de scolarisation à Tamba est passé à 84.75 % plaçant la région au 4^{ème} rang au niveau national.

Le nombre d'écoles élémentaires est de 599 dont 13 privée. La zone rurale totalise 566 écoles soit 94.49 % et contre 33 % en zone urbaine.

Mais le problème principale à Tamba se trouve confronter à un problème de taille : la mobilisation d'un personnel pédagogique de qualité et expérimenté.

En effet les maîtres titulaires de CAP sont très rares dans la région et les instituteurs formés dans les écoles nationales de formations ne veulent pas servir dans la région. Seul 26 % du corps enseignants est constitué de fonctionnaires, le reste est composé de maîtres contractuels, et de volontaires, alors que le taux d'encadrement est très faible : un inspecteur pour 216 maîtres.

* Le sous secteurs de l'alphabétisation souffre de manière plus accrue de ces handicaps du secteurs de l'éducation en générale.

En plus l'absence de données ne permet pas de mesurer l'impact des programmes et actions menées aux profit des bénéficiaires.

Il y a beaucoup d'ONG, de projets qui font un travail important, mais faute de coordination des organisation du sous-secteurs, les résultats ne peuvent pas être quantifiés .Les autres problèmes soulevés sont souvent :

- la faiblesse de l'accès par manque d'information notamment dans certaines zones rurales.
- La précarité des structures d'accueil .

- **Dans le domaine de santé** : la principale difficulté est la distance à parcourir surtout en zone rurale pour atteindre un centre ou un poste de santé.

A titre d'exemple dans le département de Kédougou : les habitants du village des alentours de Missira – Sirimana doivent parcourir 100 km pour atteindre le 1^{er} poste santé.

Ceux de Oubadji doivent parcourir 117 km, ceux de Saensouta 133 km.

Ces trois exemples renseignent également sur des distances à parcourir dans les autres district sanitaires que sont Tamba et Bakel.

L'autre spécificité de Tamba en matière de santé et la difficulté d'attirer ou de fixer du personnel qualifié et spécialisé dans la région. A titre d'exemple : il n'y a qu'un seul neurologue dans toute la région. Il n'y avait pas de gynécologue en 2000. Le travail était jusque là fait par des sages femmes.

Le secteur privé est très faible : il existe deux cabinets médicaux et un cabinet dentaire dans la commune de Tambacounda, quelques officines (infirmières privées) et des dispensaires privées catholiques.

Aussi les structures existantes souffrent de déficit importants de moyens.

Malgré l'action des partenaires, des projets santé tel que FAD / PNDS, et malgré la participation des populations à l'effort de santé, la couverture sanitaire dans la région est l'une de plus faible au niveau national.

Les acteurs du développement locales ont nettement conscience de ces problèmes et ont inscrits dans le PRDI des objectifs prioritaires à atteindre pour

l'augmentation de la couverture sanitaire et une meilleure qualité des soins. Les collectivités locales investissent déjà les sommes importantes dans le budget de la santé au niveau régional pour l'année 2002 le crédit accordé aux structures de santé grâce au fond de dotation s'élevant à 252,804 millions de francs.

Mais cet effort est insuffisant, la région a besoin pour doper les différents domaines de l'activités régionale, et libérer les immenses potentialités de Tamba des goulots d'étranglement qui les étouffent, la région a besoin d'actions vigoureuses mais concentrées, cohérentes et complémentaires de l'état, des différents acteurs locaux et des partenaires telle que le « Cotamba »

CHAPITRE II / SITUATION DE LA GOUVERNANCE LOCALE

A Tambacounda comme partout dans les autres régions du Sénégal, le cadre légale de la gouvernance locale est régis par la loi de 1996.

La gouvernance locale peut se définir comme l'ensemble des mécanismes, valeurs, orientations qui permettent à la collectivités locale de gérer les différents processus internes ; sociaux, politiques, économiques et culturels qui se produisent en son sein d'une part, et de gérer ses relations avec les autres collectivités locales ou nationales, les institutions ou organisations d'autre part.

La situation de la gouvernance, locale d'une collectivité semble par conséquent être liée d'abord à la pertinence des instruments mis en place étant à la capacités des différents acteurs à faire fonctionner de manière optimale ces mécanismes ou institutions et leur capacité à identifier les véritables en-jeux et intérêt de la localité.

Dans la région de Tambacounda, la situation de la gouvernance locale présente sur les plans politique, économique et social des défaillances sérieuses mais aussi des acquis qui méritent d'être soulignés.

1) Le Cadre Institutionnel locale

Tamba est constituée d'1 région, de 4 communes, 35 communautés rurales. Chaque commune, chaque communauté rurale ainsi que la région dispose d'une personnalité morale et d'une autonomie financière et de gestion. Ces collectivités locales sont appuyer dans l'exercice de leurs missions par l'Agence Régionale de Développement (ARD) qui est le bras technique propre des collectivités locales et qui peut être seconder dans cette mission d'assistance par les services techniques de l'Etat .

l'Etat assure les fonctions régaliennes , de sécurité, de justice etc..... et contrôle à posteriori la conformité des actes pris par les collectivités .

Les relations entre ces différents acteurs ne sont pas toujours de bonne qualités.

Les relations entre acteurs de la gouvernance locale

Elles sont le véritable indicateur dynamisme d'une collectivité locale.

Dans la région de Tamba, les relations sont encore très timide. La coopération est encore faible entre l'administration et les collectivités. Dans les grandes agglomérations, (régions, communes), il semble que l'attentisme des collectivités locales relève d'une tendance à surveiller trop jalousement les prérogatives nouvellement acquises.

L'administration est en effet parfois suspectée de vouloir empiéter sur la souveraineté des collectivités.

Cette suspicion semble réduit la possibilité de créer de véritables cadres de coopération

et de dialogue qui devraient réunir les principaux protagonistes de gouvernance locale, que sont l'administration et les collectivités locales.

Quant au Secteur Privé à Tamba est encore émergent. Malgré ses énormes potentialités, la région n'a pas encore réussi à attirer des investissements nombreux et conséquents.

Il semblerait que l'absence de transparence dans l'affectation des marchés publics, qui bloque la saine concurrence et favorise la corruption n'est pas étrangère à cet état de fait.

En effet, sous prétexte de protéger les P.M.E locales ou de pratiquer le principe de la préférence locale, les règles de fonctionnement normales du marché sont violées.

La Société Civile également pourrait jouer un rôle plus important. Mais, elle n'est que faiblement consultée et impliquée dans l'élaboration, et la définition des politiques de développement locales.

Une timide concertation se met cependant en place. Mais pour être plus efficace, la société civile gagnerait à renforcer ses capacités organisationnelles.

2) La faiblesse des capacités des acteurs de la gouvernance locale

Faiblesses personnels des élus

La faiblesse du niveau d'instruction et l'analphabétisme de certains élus, surtout en milieu rural est d'une grande acuité dans la région de Tamba.

Deux facteurs principaux semblent expliquer cet état de fait :

D'abord, Tamba est historiquement une zone de forte émigration. La grande majorité

Des gens instruits sont installés dans les autres régions du pays ou travaillent à l'étranger. Du coup, la région est privée d'un nombre important de cadres locaux originaires de la région pour prendre en charge le développement local .

Ensuite, prétendre à des responsabilités politiques, ou à un poste électif et l'obtenir dépend encore fortement de l'origine du postulant, son origine familiale surtout.

Les conséquences qui en résultent sont nombreuses :

- l'incapacité ou la difficulté d'élaborer et/ ou d'exécuter de projets pour la collectivités. Une grande difficulté à comprendre le sens et les enjeux de la décentralisation. Et plus grave, une désaffection ou une défiance des populations envers la tutelle exécutive locales.

Dans certains cas on a noté que les populations préférer recourir aux notables et autres chefs de village pour porter leurs projets.

Pire, le déficit d'instruction et l'analphabétisme entraîne par endroit une absence de démocratie interne et une gestion patrimoniale des affaires locales.

3) Les faiblesses en matière de planification

Les lacunes sont des conséquences directes de la faiblesse des capacités des élus locaux.

En effet, l'élaboration de plans locaux, de développement et de la compétences des collectivités locales.

Ainsi pour la région, il s'agira d'élaborer « un plan régional de développement intégré » (PRDI), pour la commune de « Plan d'investissement communal » (PIC) et pour la communauté rurale : « Plan local de développement » (PLD).

Même s'ils peuvent être élaborer avec l'appui d'organes, ou d'agents extérieurs aux conseils régionaux, municipaux ou ruraux, les Plans de développement sont prioritairement dans leur confection comme dans leur exécution de la responsabilité des élus.

Or quand ces élus sont peu ou pas formés, ils ne peuvent pas s'impliquer dans cette mission essentielle qui est la planification .

Il n'est pas rare de rencontrer des élus qui ne connaissent rien de plan de développement de leur collectivité.

Les documents nationaux planification tels que le PNBG et le DSRP sont méconnus par la grande majorité des élus.

Il faut également déplorer l'absence d'une vision à long terme de développement.

Ainsi l'option la plus répandue est la planification à court terme, à travers des projets ponctuels.

Mais même là aussi les budgets sont rarement en cohérence avec les projets ce qui fait que les bailleurs sont obligés de s'impliquer directement dans l'exécution des projets.

En outre, la tenue souvent d'une comptabilité autonome ou simplement d'archives administratives est une exception.

Cette situation s'explique par l'absence de comptables professionnels ou de secrétaires administratifs qualifiés dans la plupart des collectivités locales.

Par ailleurs la mobilisation des ressources fiscales est très faibles, sauf dans les communes d'existences anciennes comme Tamba, Bakel, Kédougou qui ont bénéficié de l'appui des programmes nationaux tels que l'Agence de développement municipale (ADM) et le Fonds de développement locale (FDL).

4) La situation de la gouvernance sociale

Dans ce domaine, la région présente également des faiblesses criardes qui se résument ainsi :

- Faible couverture et mauvaise répartition des structures qui se concentrent le long de la vallée.
- Les écoles comme les structures de santé sont non seulement insuffisantes mais elles sont souvent difficiles d'accès pour certaines populations rurales exemple (Kerriéba, Dougué, Bani-Israel).
- Insuffisance des équipements d'allégement des travaux de la femme (accès à l'eau potable et équipement de transformation).
- Quasi- inexistence de structures de renforcement des capacités des personnes vulnérables.

Ce pendant tout n'est pas négatif dans le diagnostic de la situation globale en matière de gouvernance locale à Tamba.

Dans certains domaines, grâce à l'engagement personnel des élus et grâce aux partenaires au développement des acquis importants on était réalisés.

L'ARD joue un rôle important dans l'enracinement et la consolidation de la démocratie dans la région.

- L'Agence fait un travail très important d'animation, d'explication des textes de la décentralisation et d'encadrement des élus pour l'élaboration et l'exécution des plans de développement.

- Le dynamisme et l'engagement de son leadership ont permis d'équiper en grande parties les antennes départementales grâce à la coopération décentralisée.

Il faut noter que seul la région de Tamba dispose d'antennes départementales de l'ARD (Tamba, Bakel, Kédougou).

L'ARD a même commencé à mettre sur pieds des relais d'arrondissement. Les premiers recrutements sont déjà effectués.

-La Société Civile émergente joue un rôle important dans le domaine social. Ces organisations sont particulièrement actives dans la lutte contre la pauvreté notamment dans ses dimensions de genre. D'une part il y a les organisations communautaires de bases (OCB) qui grâce aux différents projets de micro-crédits tentent de réduire les incidences de la pauvreté sur les couches dites vulnérables.

D'autre part, des ONG, ou projets prennent en charge les questions liées à l'alphabétisation, du renforcement des capacités manageriales, et des programmes d'IEC sur la nécessité de rompre avec certains comportements néfastes : c'est le cas du GADEC, du Projet de Lutte Contre la Pauvreté, de Tostan, de l'Anafa, CFDT, FAFS, GPF. Etc.....).

Il convient également de noter les avancées significatives en faveur des femmes de la région dans certains domaines :

-La Scolarisation des filles a connu un bon de 15 % en l'espace de quelques années.

-Certaines pratiques néfastes telle que l'excision ont tendance à baisser.

- Il y'a un meilleur accès des femmes aux crédits grâce notamment au Fonds d'Appui à la Promotion Economique et Sociale (FAPES) dont les bénéficiaires sont constituées à 70 % par des femmes.

-Dans le département de Kédougou, plusieurs infrastructures ont été réalisées grâce aux FDL (Fonds de Développement Local).

Les plates formes multi - fonctionnelles réalisées par un projet de l'ONUDI / PNUD basé dans le même département permet de réduire les souffrances et de gagner un temps précieux dans les travaux quotidiens en milieu rural.

Au plan de l'éducation et de la Scolarisation, des efforts importants sont consentis par l'UNICEF, le PAM et d'autres partenaires pour le maintien des enfants à l'école , exemple : (Programmes de Cantines Scolaires ,de jardins etc...)

La coopération décentralisée et l'apport des émigrés constituent un facteur important de développement dans la région.

En effet grâce à une bonne connaissance des circuits de la coopération décentralisée des communautés rurales comme « Kothiary » ont pu mettre sur pieds un Fonds local de développement (FDL) alimenté par des partenaires étrangers pour financer des petits projets ruraux.

Ailleurs, cette même coopération a permis la construction d'écoles, de cases de santé, ou l'équipement de ces structures.

Les émigrés participent de manière substantielle à la réduction de la pauvreté dans certains départements par l'envoi régulier d'argent (augmentation du revenu des ménages) mais ils contribuent à l'urbanisation des villages tel que « Diawara » qui est devenu récemment une Commune.

Mais l'élément le plus important à retenir de l'action conjuguée des donateurs à travers les projets, programmes des ONG ou organisations de la Société : c'est que ce travail de sensibilisation et de renforcement des élus et des autres acteurs a permis d'arriver grâce à la concertation à un consensus autour des objectifs prioritaires de développement local.

CHAPITRE III

LES ACTEURS ET LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT LOCAL

S'il est difficile voire inexact de dire que tous les acteurs responsables du développement ont une vision commune et globale du développement ou, une approche partagée dans certains domaines (en matière de genre par exemple),

on peut affirmer sur la base du PRDI que ceux-ci s'accordent sur les objectifs spécifiques dont l'atteinte constitue des préalables incontournables pour le développement de la région.

En effet, le P.R.D.I qui a été élaboré lors de processus participatif et après un bilan diagnostic exhaustif de la situation de la région, a permis de déboucher sur un consensus sur les objectifs à atteindre après identification des enjeux et axes stratégiques de développement.

1°) Ainsi, les difficultés énormes d'accès à certaines zones et les faiblesses des moyens permettant la mobilité des biens et des personnes, ont été identifiées par tous les acteurs comme étant des freins au développement régional.

Les objectifs spécifiques à atteindre pour pallier à ces problèmes ont été confiés aux acteurs et aux décideurs en charge de l'exécution du PRDI. Il s'agit entre autres :

- d'améliorer l'accès aux chefs lieux d'arrondissements, aux villages centres et aux départements limitrophes.
- d'accroître et d'améliorer les liaisons et équipements fluviaux.
- d'accroître la couverture régionale en téléphone mobile et fixe.
- d'accroître les équipements aéroportuaires : un accord a d'ailleurs été conclu avec Aviation sans Frontières pour l'évacuation sanitaire d'urgence.
- faciliter l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. (NTIC).
- renforcer les capacités institutionnelles des services médiatiques.

3) Pour mettre en valeur les ressources et potentialités économiques,

la concertation a permis d'aboutir à un consensus autour des objectifs tels que :

Accroître et moderniser les équipements agricoles.

Restaurer la fertilité des sols, et aménager les terres.

Mieux vulgariser les résultats de la recherche agricole.

Faciliter l'accès des femmes et des jeunes à la terre.

Améliorer la production des races locales pour le bétail.

- Renforcer les structures d'appui à la production animale.

-créer des industries de transformation et de conservation des produits agricoles et animaux.

Pour promouvoir le développement des PME/PMI, l'accent sera mis sur :

-le développement des petites unités artisanales.

-le renforcement des capacités d'organisation des orpailleurs.

-l'accroissement des investissements dans le secteur minier

- la facilitation de l'accès à l'énergie avec entre autres.

-L'amélioration du taux d'électrification rurale

3°) Pour favoriser le développement humain durable dans la région

Les axes stratégiques tels que : l'amélioration de la Couverture Scolaire et la réduction du taux d'analphabétisme, l'améliorer de la couverture sanitaire, et er l'approvisionnement correct en eau potable sont identifiés comme prioritaires et dont les objectifs spécifiques correspondants doivent être atteints rapidement.

Il s'agit entre autre :

- d'augmenter les infrastructures et équipements scolaires/
- d'améliorer l'encadrement pédagogique du personnel enseignant.
- de promouvoir la scolarisation des filles.
- d'augmenter les centres d'alphabétisation.

Dans ces différents domaines des avances significatives ont été réaliser grâce aux partenaires aux développement (exemple : case des tout petits grâce à un effort important de l'Etat et la coopération bilatérale et aussi grâce à l'action des émigrés (construction d'école ou de salles de classe) des O.N.G, (dans le domaine de l'Alphabétisation).

La difficulté majeur rencontrer dans l'atteinte de ces objectifs outre la lancinante question des moyens est le fait que les enseignants affectés dans les régions ne restent le plus souvent que quelques années et demandent à partir ailleurs. Aussi, si le projet des volontaires de l'enseignement à permis de corriger le déficit, il reste que le problème de la formation pédagogique demeure constant.

Dans le domaine de la santé : les objectifs prioritaire et consensuels sont ici aussi tributaires de ressources insuffisantes et surtout du déficit en personnel surtout spécialisé. La région peine à attirer les professeurs ou médecins spécialisés du fait de son enclavement, et des difficultés de communication de manière générale. Les Cabinets Privés sont presque inexistant car les prix qui peuvent être pratiqués sont très peu compétitifs .

Cependant, la région bénéficie du partenariat efficace de plusieurs organisations inter gouvernementales tels que : OMS, OMS/OCP , UNICEF, le FNUAP, JICA , des ONG comme la Croix Rouge Sénégalaise, DAHW, Engender Health, Africare, (OPC), TOSTAN, le consortium LVI – Eau-vive.

A ces partenaires, il faut rajouter les émigrés et l'Etat à travers le PDIS / PNDS qui oeuvrent tous à atteindre des objectifs tels que :

Augmenter les infrastructures de bases sanitaires

Augmenter le personnel qualifié et spécialisé

Réduire la prévalence des MST / SIDA

Renforcer les structures de prévention et d'éducation

Promouvoir l'emploi des médicaments génériques (I.B)

Réduire la mortalité maternelle et infantile.

4°) En ce qui concerne l'approvisionnement correct en eau potable, les objectifs spécifiques sont loin d'être atteints malgré les ressources hydrauliques importantes de la région . IL s'agit de :

- La localisation des nappes souterrains dans la zone du socle.
- L'accroissement en milieu rural du nombre des points d'eau.
- L'accroissement et améliorer les infrastructures de stockage et d'exploitation des eaux de surface.

L'amélioration de l'accès à l'eau potable des quartiers urbains et périurbains.

IL convient de noter également que la région bénéficie de l'apport bénéfique de la coopération décentralisée dans la construction d'ouvrages hydrauliques.

Chapitre IV : L'expérience du COTAMBA dans le développement de la région

Il est aisé de remarquer que dans les différents domaines au secteurs qui ont fait l'objet d'investigation dans cette étude ou dans d'autres concernant la région de tamba, que des efforts considérables ont été consentis mais ils n'ont pas permis d'atteindre les effets escomptés à cause d'un défaut de concertation et de coordination des acteurs.

Les expériences des uns et de autres ne sont pas capitalisées, il y a souvent des duplications d'actions ou même de projets qui donnent l'impression de tournée en rond ce qui a un impact négative sur la motivation et l'adhésion des populations.

Pour inverser cette phénomène et lancer un dynamique de concertation et de coordination des actions en valeurs du développement de tamba, le système des Nations Unies, le conseil Régional et l'ARD ont initié un cadre pour mettre en cohérence et en Synergie leurs effort à fin d'aider la région d'atteindre les objectifs de développement du millénaire (OMD) d'ici 2015 : (UNDAF/TAMBA).

C'est ainsi, qu' est né comité ad-hoc des chefs d'Agence, pour la formulation et la mise en œuvre d'un programme commun et intégré autour de la lutte contre la pauvreté et l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans la région de Tambacounda le « Cotamba ».

Cet exercice novateur pose des méthodes nouvelle de coopération basées sur des paradigmes nouveaux : la concertation, la participation, l'appropriation.

Un acteur importants du développement local à Tamba, nous confiait qu' avec le Cotamba « *on sait précisément où on va* ».

En effet à ses yeux contrairement projets ou programmes confectionnés « sur mesure » et plaqués d' en haut sur la réalité locale ; le Cotamba a le mérite d'aller étape par étape : en procédant de manière méthodique au diagnostic de l'existant, à la validation et à l'appropriation par tous les acteurs, à la Formulation concertée des programmes, à la mise en œuvre et au suivi – évaluation.

Les acteurs rencontrer sur place à Tamba adhèrent à l'exercice, surtout à cause du fait qu'il sentent que le cotamba leur propose un véritable partenariat. Il partagent ainsi avec Alain Nickels, coordonnateur du cotamba que l'idée selon laquelle « *parmi les raisons qui peuvent expliquer cette dynamique positive il y a :*

- la volonté d'agir ensembles et autrement ; la conviction partagée de pouvoir faire la différence et l'implication directe des chefs d'agence à travers le Cotamba ». Ce modèle d'intervention en grappe a l'avantage de pouvoir s'attaquer au mal ou au problème sous toutes ses formes et manifestations de manière cohérente et concomitante. Un exemple de réussite dans ce domaine dans la région de Tamba est offert par les actions conjuguées et concertées du PAM, (Cantines scolaires), de l'UNICEF (eau et assainissement), l'Onudi / PUND (plates formes multi fonctionnelles le FAO (jardins scolaires) UNESCO etc.

Grâce à cette démarche les différentes agences du système des nations Unies ont réussit en agissant en synergie à réduire l'incidence, de l'éloignement des écoles, des difficultés d'accès, et de la pauvreté sur la fréquentation de établissements scolaires bénéficiaires de ces actions.

En effet dans les zones rurales le taux de fréquentation des classes était faible du fait que aller à l'école demandait de grands sacrifices aux élève et parfois le Maître.

- D'abord, il fallait faire passer toute la journée à jeun ou manger des fruits sauvages, les conditions d'accueil et d'études étaient précaires etc.. De ce fait quelques jours après la rentrée les écoles se vidaient à plus de la moitié. Depuis l'intervention du PAM, de l'ONUDI / PNUD, de l'UNICEF, de l'UNESCO, les élèves ont repris le chemin de l'école et surtout sont fixés dans les établissements.

Il s'agit ainsi dans le cadre de l'exercice cotamba d'identifier avec tous les partenaires, du système des Nations Unies et de la Région et l'ARD et éventuellement l'état des domaines prioritaires d'actions.

Ensuite l'exercice consistera à rechercher avec tous les acteurs et partenaires « des synergies pragmatiques, associant des actions en cours du SNU, des actions réalisées par d'autres donateurs et des propositions de projets futures » .

Ce qui permet de faire bénéficier la région des avantages comparatifs des différents partenaires au développement.

Les axes de collaborations devant toujours être ancrés sur les questions clés pour le développement de la région tel que définis par le PRDI et les OMD.